

LES SYNDICATS EN QUESTION...

Le fait est là, que cela plaise ou non: les syndicats sont remis en question. Entendons-nous: par syndicats nous voulons dire les organisations telles qu'elles existent actuellement.

Cette remise en question s'effectue de deux manières:

1- PRATIQUEMENT: par les travailleurs qui ne se syndiquent que dans une proportion très significative (30 voire 20% et parfois moins dans certaines branches); par ces mêmes travailleurs qui déclenchent leurs actions revendicatives sans en référer le plus souvent à leurs syndicats.

2- THEORIQUEMENT: par des militants qui appartiennent à divers courants révolutionnaires.

Pour certains camarades néanmoins, les syndicats restent les organisations que s'est donnée la classe ouvrière. Et en tant que tels, même s'ils s'enlisent parfois dans la collaboration de classe plus ou moins volontaire, les travailleurs continuant à leur accorder une certaine confiance, il faut défendre ces organisations.

Pour d'autres, les syndicats sont devenus les rouages indispensables au bon fonctionnement de la société capitaliste. Et par conséquent, les ouvriers ont dorénavant à combattre non seulement les patrons et leur Etat, mais aussi les bureaucrates qui en sont les complices.

Les articles qui suivent témoignent de ces différents points de vue. Le débat n'est sans doute pas près, de se conclure: les faits diront qui a raison.

Jacques METIVIER.

SYNDICATS, MILITANTS ET TRAVAILLEURS...

A l'occasion de l'élection des délégués du personnel, on a vu à SAclay, fleurir, pour la première fois des affiches appelant à l'abstention; deux séries d'affiches en fait, invoquant des arguments différents. La première était une opposition de principe: on ne délègue pas ses pouvoirs à des organisations qui refusent de discuter avec leurs électeurs (jugés incompétents ou mineurs), de décisions, de "conventions" engageant l'avenir de tous. La seconde exprimait un regret, même s'il était formulé de manière agressive: celui de l'absence d'un syndicat non-réformiste; ce regret aurait d'ailleurs dû, logiquement; entrainer une incitation au vote blanc ou nul. Malgré l'identité du slogan il y a donc certaines divergences dans l'appréciation du rôle possible d'un syndicat, même s'il y a accord sur le rôle actuel des syndicats existants. Il paraît donc nécessaire de préciser les points de vue.

Les grands syndicats des pays développés, quelles que soient leurs politiques ou leurs nationalités, reproduisent fidèlement, dans leurs structures les caractères de la société où ils s'insèrent: à la base des adhérents (ou des citoyens) qui "font confiance" à leurs élus (Pompidou ou Ségué, Duclos ou Bergeron, c'est tout un); aux sommets, ces élus nantis de la confiance des électeurs prennent leurs décisions en lieu et place des intéressés; entre les deux une pyramide hiérarchique chargée de transmettre au sommet la "température" de la base, et en retour de faire exécuter ou entériner par celle-ci les décisions du sommet. En déposant un bulletin dans une urne, tous les ans, tous les quatre ou tous les sept, les travailleurs se déchargent de la responsabilité de leur propre situation pour s'en remettre à une organisation tutélaire qui leur octroie (gouvernement) ou leur obtient (syndicat) des satisfactions, appréciées, certes, mais qui ne changent rien, fondamentalement, à leur situation dans la société.

Pourrait-il en être autrement? Plus exactement peut-on imaginer, aujourd'hui. un syndicalisme réellement

révolutionnaire? Cela ne paraît pas pensable, pour la bonne raison que la bourgeoisie ne saurait donner les moyens légaux de sa propre destruction en tant que classe. Pendant longtemps, le droit de s'associer fut refusé aux ouvriers, parce que considéré comme trop dangereux; et comme beaucoup de conquêtes qui ont fait l'objet de luttes difficiles, celle-ci tient beaucoup au coeur des gens. Pourtant cette conquête à peine effectuée avait déjà changé de nature: le syndicat est et doit rester une organisation de défense strictement professionnelle; aller au delà c'est "faire de la politique", ce qui est un péché, ou de l'agitation", ce qui est le péché mortel par excellence. Les syndicats, qu'ils le veuillent ou non, sont donc limités à obtenir des améliorations de salaires ou de conditions de travail, améliorations qui ne sont d'ailleurs accordées que pour rendre leur condition tout juste supportable aux travailleurs et éviter ainsi les soubresauts prévisibles que des conditions trop dures engendreraient inévitablement. Moyennant quoi, la bourgeoisie peut prévoir avec une bonne précision l'augmentations de ses charges salariales et même le nombre d'heures perdues du fait de grève et moduler ainsi sa production, ses investissements, ses prix, Les concessions faites ici par la classe dominante sous la pression d'une lutte souvent dure et acharnée des travailleurs, sont par la suite "récupérées" sous forme d'augmentation de l'intensité du travail, de sa productivité. A posteriori elles apparaissent comme la condition nécessaire, préalable, à un nouveau développement de l'exploitation du travail. Les congés payés, par exemple, maintenant généralisés, autorisent l'augmentation des cadences puisque ma main d'oeuvre peut se restaurer chaque année par les bains de mer ou le repos à la campagne! Même chose en ce qui concerne la sécurité sociale. Bien entendu la marge de manoeuvre de la bourgeoisie dans ces domaines est limitée par la concurrence nationale et internationale. Mais les patrons "persuadent" les syndicats de transmettre à la base qu'il n'y a rien à gagner à trop demander, car mettre en difficulté l'entreprise engendre la crise et la chômage. Il faut donc se contenter de peu pour obtenir un peu plus de temps en temps. *"On hasarde de perdre en voulant trop gagner"* disait déjà ce "bon" La Fontaine Les syndicats sont donc "raisonnables", sinon dans leurs slogans, du moins dans les accords qu'ils acceptent de signer. Ils contribuent ainsi en fait à stabiliser le système et non à la détruire quels que soient le contenu de la "Charte d'Amiens" et les déclamations "gauchistes" de Janson.

Parler de trahison des dirigeants syndicaux, de réforme du syndicat n'a donc aucun sens. L'institution, telle qu'elle est, ne peut fonctionner autrement. La bourgeoisie progressiste en est consciente qui réclame des syndicats "forts", c'est-à-dire qui tiennent bien leurs troupes en main. Mais il existe, surtout en France, une fraction "arriérée" de la bourgeoisie qui continue de considérer les syndicats du même oeil que ses ancêtres il y a cent ans et mène contre eux un combat d'arrière garde! La lutte pour l'implantation syndicale dans une entreprise prend alors, les souvenirs aidant et aussi la brutalité des techniques patronales, un petit air de révolution, alors qu'en fait il s'agit seulement d'une adaptation (et dans le système capitaliste, elles ne se sont jamais sans douleurs ni violences) au mode de fonctionnement actuel du système.

Les syndicats sont donc une institution intégrante du système. Comme dans toute autre institution on peut évidemment y faire carrière, brillante ou modeste. Au sommet le secrétaire de Fédération ou de Confédération est sans doute élu. Mais, l'expérience l'a montré; sa situation est infiniment plus stable que celle d'un président de la république! Les permanents syndicaux sont des fonctionnaires et comme tels obéissent à leur hiérarchie. C'est logique et humain: éloignés de la vie professionnelle depuis un nombre d'années plus ou moins grand, ils ne peuvent qu'envisager avec crainte un retour dans le circuit de production. Ils seront donc attachés à préserver la puissance de leur syndicat et suffisamment prudents pour éviter de le, ou de se, compromettre dans des actions "irresponsables".

Restent les délégués de la base, ceux sur qui repose en définitive l'audience du syndicat. Ceux-là ont une position beaucoup plus inconfortable et sont soumis à trois pressions contradictoires: celle du patronat, toujours soucieux de limiter au maximum toute forme de contestation, et dont l'opposition va de la brutalité franche à l'essai d'intégration ouverte en passant par toute la gamme des brimades et mesquineries imaginables; celles du syndicat qui réclame d'eux la combativité et l'initiative mais à l'intérieur de consignes et de limites précises qui sont celles de la "stratégie" politique du syndicat, organisme en concurrence avec d'autres, et désireux d'accroître son assise et sa puissance à l'intérieur du système; enfin celle de leurs camarades de travail, qui est extrêmement variable dans le temps et dans la forme, et qui va de la récrimination au sujet des pots de moutarde à la cantine, jusqu'à la revendication salariale, et plus rarement à la lutte ouverte contre le patron lorsque la situation leur devient intolérable. Le délégué a pour tâche, du moins c'est ce qu'on attend de lui, tantôt d'exciter ses camarades à l'action pour renforcer l'autorité du syndicat face au patron, tantôt au contraire de les calmer, voire de les décourager, et en tout cas de les "récupérer" si leurs revendications sont jugées déraisonnables en non endossables par le syndicat ou si leur forme de lutte sort des schémas traditionnels.

Il n'a donc pas d'initiative à avoir au niveau de la lutte.. Par contre il lui est fortement recommandé de s'attacher aux détails de la vie quotidienne, d'où, un incroyable gaspillage d'énergie au niveau des pots de moutarde, des vêtements de travail et autres gadgets dans lesquels le patron, comme le syndicat, use la combativité du délégué. Ne le plaignons pas trop toutefois; il a, surtout s'il est ouvrier, des compensations: numéro anonyme dans une usine, ou sur une chaîne, il accède en devenant délégué à une dignité sociale et devient ainsi supérieur à ses camarades. Dans notre société, être "responsable" est une qualité qui n'est pas reconnue à tout homme (sauf, devant un tribunal quand il s'agit d'être condamné). Etre, "responsable" ne peut être le fait que d'individus supérieurs

aptes à juger et à prendre des décisions au nom des autres, considérés comme mineurs, indifférents, ou ce qui est pire "irresponsables". Et cette forme de promotion sociale n'est pas appréciée seulement des ouvriers: techniciens et cadres y sont tout aussi sensibles.

Quelles pourront être dans une telle situation les attitudes possibles d'un délégué? Éliminons d'emblée (ils existent) ceux qui se servent de la plate-forme syndicale pour monter dans la hiérarchie de leur "boîte". Ceux-là de toute façon abandonnent l'action syndicale dès qu'ils ont réalisé leurs ambitions. Il y a ceux qui font carrière dans le syndicalisme et qui deviennent les fonctionnaires décrits plus haut tout dévoués, et pour cause à leur syndicat. Seuls nous intéressent ici ceux qui continuent à militer à la base.

En période calme tout va bien. Le délégué s'occupe d'aplanir, autant qu'il le peut les multiples problèmes quotidiens, ce qui est son travail pour les camarades, et de faire la propagande pour son syndicat, recruter des adhérents et faire rentrer les cotisations, etc. Tout cela lui prend beaucoup de temps, beaucoup plus qu'il ne lui en est accordé sur son temps de travail. Mais ce nouveau travail lui tient à cœur, lui paraît utile, bien plus, généralement que celui pour lequel il est payé; en sorte que ces heures données par le patron représentent pour lui un avantage, une promotion matérielle non négligeable. De plus il jouit d'une certaine estime auprès des travailleurs et auprès des syndicats, sans compter qu'il est devenu un "personnage" aux yeux de la hiérarchie et du patron. Sans doute la puissante machinerie syndicale, son efficacité, son prestige, lui paraissent-ils incomparablement plus solides - et protecteurs que la masse des travailleurs, indifférentes apparemment à bien des problèmes importants, "râlant" souvent, mais ne se remuant que peu, plus intéressée par la voiture, le tiercé, la télévision ou les vacances, que par la transformation de la société. Au bout de quelques années de ce régime, le délégué n'a que deux possibilités: soit la routine et la fidélité au syndicat, soit l'écoeurement complet et le repliement sur soi-même.

Vienne une situation comme celle de mai 68 et toute les bases s'écroulent: cette masse amorphe brusquement se réveille - mais pas dans les bras des syndicats! elle veut s'organiser elle-même, à sa façon, et choisir ses délégués sans qu'ils lui soient imposés par une liste établie plus haut. En général, lorsque le mouvement est suffisamment puissant, le délégué syndical est véritablement saisi de vertige, voire de panique. Tant d'années de militantisme et de dévouement pour en arriver là! Il retombe dans le rang il n'est plus qu'un travailleur parmi d'autres et sa voix n'est pas plus écoutée malgré son passé. Pire encore: s'il traduit trop ouvertement l'hostilité de son syndicat à ce mouvement sauvage, il se fait huer. La hargne le saisit au fond de lui-même. Toutefois son passé de négociateur lui a appris à louvoyer: il s'emploiera donc, toujours poussé par son syndicat, à canaliser le mouvement dans les moules traditionnels, en faisant les concessions indispensables.

Une minorité toutefois, retrouvant matérialisés les espoirs de jeunesse participera au mouvement avec enthousiasme. Mais c'est là que les difficultés commenceront. Pendant des années le militant syndical s'est persuadé que l'intérêt des travailleurs et celui du syndicat coïncidaient. Et brusquement il s'aperçoit que dans cette situation au moins, c'est faux. C'est un déchirement supportable tant que l'enthousiasme de la lutte persiste, beaucoup moins quand le mouvement récupéré, avorté, les gens retombent dans leur passivité d'autrefois. Car on ne perd pas facilement la lucidité acquise, et les manoeuvres syndicales, qui avant étaient acceptées ou justifiées par le militant, le choquent et le blessent à présent; mais il est tout aussi difficile de rompre avec tout un passé, de couper le cordon ombilical, d'admettre qu'il n'existe pas d'organisation tutélaire à qui on puisse faire confiance; il est décourageant aussi de penser qu'il faut tout reprendre à zéro. Beaucoup se rassurent avec la pensée que si les syndicats ne sont pas ce qu'ils devraient être, ils sont réformables fussent au prix de grandes difficultés.

Ces attitudes ne sont pas propres seulement aux militants. On les retrouve avec plus ou moins d'acuité dans la masse des travailleurs, même non syndiqués. C'est pourquoi après Mai on a assisté dans les syndicats à un double mouvement d'entrée et de sorties. Les uns se sont radicalisés, les autres ont recherché la sécurité morale des situations sans imprévu.

La route est sans doute encore longue qui mènera les travailleurs à prendre conscience que les syndicats seront toujours un obstacle à leurs efforts d'émancipation. Pourtant depuis Mai une critique "gauchiste" des syndicats est beaucoup mieux acceptée et comprise qu'avant. L'expérience ...

Il est logique pourtant de penser que si les travailleurs s'organisent eux-mêmes, le syndicat perd sa raison d'être. Or on n'a jamais vu dans l'histoire une organisation possédant quelque puissance accepter de disparaître sans lutter âprement pour sa survie. Les syndicats ne peuvent donc que s'apposer à une véritable auto-organisation, ce qui rend celle-ci encore plus difficile à imaginer et c'est cela qui fait peur. La vérité est que l'autogestion, l'auto-organisation, réclament non pas les capacités exceptionnelles de quelques-uns, mais l'énergie l'intérêt, la persévérance de tous. Il est évidemment moins difficile et plus reposant de déposer dans une urne un bulletin contenant une liste préfabriquée. Mais il faut savoir que cet acte qui n'engage à rien, ne coûte rien ne changera rien non plus.

G.O. NEL

MAIS FERMEZ DONC LA BOITE A ORDURES !

A Bordeaux, il y avait une fois un "Grand Hôtel Restaurant de Bordeaux". Les employés du restaurant, des vilains, des cochons, des malpropres eurent un jour l'idée saugrenue de faire grève! Des salauds quoi - pour demander la formation d'un comité d'entreprise. Le patron, un brave homme, qui, suant toute sa vie a réussi à monter ce Grand Hôtel Restaurant, propriétaire de la banque Anglade (c'est son nom) a bien sur été d'accord. On s'est fixé rendez-vous - les mécréants ont repris le boulot-enfin! Et puis un beau matin de mai les employés grévistes, employés du restaurant ont reçu une gentille lettre sur laquelle ils apprenaient que: 1- le restaurant fermait ses portes le jour même; 2- on n'avait pas besoin d'eux. Comme ces espèces de malappris n'allaient pas assez vite le bon patron Anglade à fait venir les flics! Plus besoin de Comité d'entreprise.

On n'est pas allé voir si on servait des repas dans les chambres.

Au fait ... la C.G.T. est -elle au courant? on n'a rien entendu!

R.G.

BANALITÉS POUR LE SYNDICALISME ...

Après le flux, vient le reflux, ce phénomène de géographie physique s'applique fort bien aux hommes qui quelquefois, sont maîtres des éléments ou plus près de nous, de certains éléments. Ainsi en Mai et Juin 68 où la vague déferla et fut même une véritable lame de fond pour ne pas dire un raz-de-marée. Aujourd'hui par suite de la répression multiforme, de la réaction conservatrice, du phénomène de groupusculation qui correspond grosso-modo à l'émiettement des forces ouvrières, paysannes, étudiantes et enseignantes, le pouvoir apparaît en position de force parce que la bourgeoisie française a trouvé une nouvelle formule pour pouvoir durer:

1- la restabilisation du capital par l'apport de plus en plus important de l'Etat et de ses forces répressives;

2- l'aide et le secours de la technique engendrant une nouvelle classe: la technocratie;

3- le recours à la pratique de la collaboration de classes et du parlementarisme syndical, d'où la notion de bons et mauvais contrats dits de progrès, de syndicats forts et représentatifs en opposition directe ou indirecte avec les travailleurs utilisant ses armes efficaces que sont: la grève généralisée, les grèves sauvages ou non officielles sans avertissement préalable. De quoi déconcerter bonzes syndicaux et possédants.

Tout cela constitue un ensemble de banalités dans la vie sociale et en faveur du syndicalisme, car personne n'a jamais condamné les huit heures forcément légalisées, les congés payés, ou la convention collective quand elle entérine un état de fait une amélioration sensible de la condition ouvrière. Bien entendu le danger réside dans l'assouplissement de la classe ouvrière, de son "embourgeoisement", de sa division grâce aux politicards, aux carriéristes syndicaux qui comme Jouhaux ou Frachon ont sucé un lait libertaire d'abord pour se transformer ensuite en leaders. Ce syndicalisme là représente plutôt une grotesque caricature du véritable syndicalisme.

Notre propos tend à réfuter en gros les outrances des conseillistes nantais qui exagèrent un tantinet lorsqu'ils écrivent entre autres: *"Si le Syndicalisme n'avait pas existé le patronat aurait du l'inventer"*. *"Séguy-Bergeron = ChabanDelmas; Union départementale=préfet"*.

Il aurait fallu ajouter à ce compte là Descamps (CFDT) et Marangé (FEN) et multiplier le nombre des 90 "bonzes" par 3 ou 4 selon l'importance du département ou de la région puisqu'il existe l'équivalent de 4 centrales syndicales tandis que les 3/4 des travailleurs ne sont pas syndiqués pour diverses raisons dont le constat de Grenelle 27 mai 68 en est l'illustration.

Foin de toutes ces polémiques stériles sur le syndicat devenu ce qu'il est par la faute des syndiqués abdiquant leurs prérogatives entre les mains des dirigeants à l'instar des "citoyens" abandonnant les leurs à des politicards sans scrupules.

Déjà en 1895 F.Pelloutier présentait ce danger en écrivant ces mots qui n'ont pas vieilli : "Je sais nombre d'anarchistes qui, par un préjugé jadis fondé d'ailleurs, se tiennent à l'écart des syndicats et, le cas échéant, les combattent, parce que pendant un temps cette institution a été le véritable terrain de culture des aspirants députés".

Albert SADIK.

RESTERONS NOUS DANS LES SYNDICATS?

Rester ou non dans le syndicat? toujours le même problème. On y trouve le moyen de s'exprimer - je parle pour la FEN - on rencontre des camarades qui peuvent se réveiller - bon - on veut bien - mais tout de même; ne soyons pas trop dupes.

En premier lieu peut-on continuer à être complices de la FEN qui se vautre dans les manifestations aux côtés de la pourriture cégétiste. Je parle de la CGT, pas du syndiqué de base à qui on n'offre que des slogans et non une formation. Sus aux gauchistes! C'est bien connu.

Qui rencontre-t-on à la FEN? Des syndiqués prêts à signer des deux mains un tract contre les lois "scélérates" mais qui attendent avec anxiété le 28 juin pour partir de préférence en Espagne ou en Grèce. Bien sur, il ne faut pas généraliser! Certains croient que les réunions avec les parents d'élèves sont profitables alors on en fait, alors on discute, alors ils ont compris...ils votent pour le P.C. Bien sur pas tous, mais enfin!

Ah! mais il y a les EE! la tendance révolutionnaire. Là on s'active! Mais à quoi ça sert? On va faire une jolie série de tracts contre les lois "scélérates" ou autres initiatives mais on suit les mots d'ordres de la FEN. Et ce ne sont pas les camarades de la Ligue qui vont faire le contraire.

On recrute à la FEN, on recrute à l'EE. Tant que le syndicat sera ainsi à recruter nous seront toujours - qu'on le veuille ou non - dans une organisation ou certains se laisseront conduire par d'autres.

Alors merci, peut-être y-a-t-il eu dans le syndicat des possibilités, à l'époque ou effectivement il y avait syndicalisme, mais à présent disons bien honnêtement que si nous y restons c'est, ou par inconscience, ou par sympathie ou par intérêt - mais sûrement pas parce qu'il y a quelque chose de positif à faire. Il reste encore une possibilité; y rester pour être informé de ce qui s'y passe.

Gérard D.

DES SOI-DISANT CONQUETES OUVRIERES

Introduction:

On a pu lire dans le numéro 3 de "Revolution Internationale" les réflexions suivantes:

- "Il y a un siècle la constitution d'organisations syndicales était pour la classe ouvrière un sujet de lutte contre le gouvernement. Aujourd'hui ce sont les gouvernements qui luttent pour la syndicalisation des ouvriers" - suivait alors un article sur les grèves sauvages qui se terminait par des interrogations.

- "les ouvriers du siècle dernier avaient-ils donc tort de former des organisations syndicales? Marx se trompait-il lourdement quand il voyait un pas fondamental dans la lutte historique du prolétariat?" et l'article concluait que la situation actuelle était due au fait que le capitalisme était devenu un système historiquement décadent.

Un peu d'histoire: (réf: problèmes humains du machinisme industriel de Georges Friedman - NRF - Gallimard)

1- Du pré-capitalisme ou du déclin du capitalisme?

L'auteur distingue 2 révolutions industrielles: la 1ère avait été caractérisée par le triomphe de la machine à vapeur, du charbon - premier "pain de l'industrie" - et le passage de la manufacture à la fabrique, la seconde correspond à un déploiement intense et varié, de techniques où domine la pénétration massive des ateliers par l'énergie électrique. Si on regarde la situation actuelle du progrès technique on peut distinguer 2 cas:

a- Il y a déclin du capitalisme après 14-18 (je cite R.I. n°3) par la période de l'inflation constante, par la saturation des marchés, par l'exacerbation des antagonismes impérialistes et du besoin de destruction massive par la guerre et l'économie d'armement.

b- Il y a précapitalisme (c'est mon avis) en marche vers le véritable capitalisme, en regard de l'immense débouché des produits industriels qui ne fait que s'accroître et le soi-disant déclin du capitalisme ne serait qu'un amusement pour les pauvres couillons que nous sommes avec tout ce que cela entraîne comme lutte ouvrière: amélioration des conditions de travail, défense du pouvoir d'achat, défense de l'emploi et j'en passe; on peut même faire le raisonnement suivant: et si le capitalisme avait besoin des critiques les plus exacerbées pour rétablir son équilibre et opérer une prise de conscience sur lui-même qu'il est incapable d'assurer de l'intérieur? Qui sont les jaunes dans ce cas? 1789? 1848? 1968? chaque révolution avortée ne consolide-t-elle pas les assises du capitalisme par ses

prises de conscience? Et oui: échec du socialisme en Russie, en Chine et ailleurs? Cela s'explique peut-être... Impérialisme à l'Est comme à Ouest. Illusion, trompe l'oeil au delà des faits naturels. Il faut voir plus loin.

2- A propos des 40 heures et des conquêtes ouvrières:

On a souvent dit que les syndicats avaient arraché les 40 heures et autres améliorations du travail. Voyons ce qu'il en est et posons la question: les syndicats ont-ils raté le coche? Citons Friedman p. 35: *"précisément cette action industrielle avait été amorcée durant la première guerre, en Angleterre par les enquêtes du Health of Munition Workers Committee. Partout les recherches sur la fatigue ont bénéficié du fait qu'elles étaient susceptibles de servir l'intérêt des entreprises. Les luttes ouvrières développant les luttes syndicales ont vigoureusement contribué à imposer la législation sociale et les premières mesures d'hygiène. Mais le développement du machinisme commandait aux industriels de ne pas étendre démesurément la journée de travail, de remplacer sa durée extensive par une durée intensive d'en remplir le plus possible "les porcs" étant donné l'importance du capital fixe désormais investi dans l'outillage mécanique. Or puisque les machines devaient tourner de plus en plus vite le rendement devait être de plus en plus élevé, il importait de rechercher méthodiquement les causes capables de le diminuer et d'affecter la qualité du travail. Est-ce un hasard si ces recherches se sont multipliées au moment de la guerre de 1914-1918 (on est loin de 1936)? Autour des industries d'armement tournant à un rythme accéléré et dans les pays, ou la main d'oeuvre était relativement moins abondante! C'est un fait que les travaux indirects sur la fatigue se sont développés plus rapidement en G.B. qu'aux U.S.A.; les enquêtes sur les variations dans la qualité et le rendement, les pertes de temps, la fluidité du travail (c'est-à-dire l'instabilité des ouvriers dans les entreprises), les accidents, l'énergie dépensée au cours des opérations industrielles, la maladie et la mortalité. A travers ces effets ayant tous une incidence sur le rendement, les enquêteurs se sont efforcés d'atteindre la fatigue. Les sciences de l'homme n'ont donc pu pénétrer dans les usines que par la médiation du profit"; page 80 "... Bientôt les progrès de la construction des machines et aussi ceux de la qualification ouvrière (aujourd'hui, on nous parle de promotion sociale, de cours du soir, d'offres d'emplois spécialisé non satisfaites; où est le déclin dans tout ça, il y a plutôt continuité) permirent d'augmenter la vitesse et l'intensité du travail. Pendant près d'un demi siècle (avant 1914) dans l'industrie anglaise qui demeurera le prototype de cette évolution la prolongation de la journée de travail alla de pair avec l'intensification. Mais un moment vint où les deux évolutions entrèrent en conflit. Il est clair en effet que pour des travaux industriels de plus en plus uniformes et réguliers, répétés chaque jours, et bientôt chaque heure, chaque minute il doit arriver un moment où on ne peut augmenter la durée de la journée de travail sans porter atteinte à l'intensité de celui-ci ou rendement, c'est-à-dire un moment où la grandeur extensive (durée) doit-être sacrifiée à la grandeur intensive (rendement). L'accroissement de l'intensité entraîne alors nécessairement une réduction de la durée: la considération même de son profit amenait ainsi le capitalisme industriel à accepter et même désirer une réduction de la journée de travail. C'est dans le même esprit qu'il a parfois favorisé des recherches scientifiques autour des problèmes du travail".*

Et Friedman nous livre le tableau suivant:

heures nominales	heures réelles	indice de rendement horaire	rendement hebdomadaire	indice de rendement hebdomadaire
74,5	66,00	100	66x100 = 6600	100
63,5	54,4	121	54,4x121 = 6582	100
53,3	47,5	127	47,5x127 = 7458	113

Il ajoute :

1- la réduction de la journée de travail a pour effet de diminuer les accidents, le travail gâché, les absences maladiées;

2- la réduction de la journée de travail de 12h à 10h augmente le rendement horaire et journalier;

3- la réduction de 10h à 8h accentue ces effets, sauf pour certaines opérations dont la vitesse dépend elle-même de celle des machines;

4- au dessous de 8h la réduction de la journée de travail bien qu'elle augmente encore le rendement horaire n'accroît pas en général le rendement journalier (c'est là que le travail à temps partiel pourrait trouver une justification: voir le Monde du 23/12/69).

Qui a raté le coche?

1- On constate qu'en 1914 le capitalisme savait déjà qu'il avait inintérêt à diminuer le temps de travail. Qui alors nous a présenté la chose comme une conquête ouvrière qui 56 ans après n'est pas encore appliquée mais continue encore à jouer le rôle d'amuse gueule (si les gens font plus de 40h c'est pas ma faute) et fait l'objet de tractations plus ou moins sordides? De qui s'est-on moqué?

2- Dès 1914 les sciences humaines (que j'appelle sciences de la prostitution) telles que psychotechniques et autres ne sont que des sciences capitalistes (ou socialistes, ou marxistes) répondent à des exigences capitalistes

(ou ...). C'est ainsi que toutes les recherches sur l'amélioration des conditions de travail: bruit, poussière, relaxation, éclairage, et j'en passe, ne visent nullement, comme on pourrait le croire, à améliorer le niveau moral des individus mais au contraire entretiennent chez l'individu une aliénation complète de sa liberté. Ce n'est plus qu'un matricule anonyme parmi d'autres et l'on comprend parfaitement pourquoi l'informatique et les ordinateurs commencent réellement à prendre une place importante, et leur utilisation devenant répressive au niveau des consciences? Certes, à époque nouvelle, moyens nouveaux; mais pas de libération de l'individu. Où se situe le déclin du capitalisme? La querelle serait-elle vaine et ne confirmerait-elle pas l'existence même du capitalisme au lieu de la nier?

3- On pourrait penser que la réduction du travail à 8 h par jour soit bénéfique puisqu'elle accorderait de nombreuses heures de liberté. Qu'en est-il en fait? On a dit précédemment que l'on avait remplacé la durée extensive par une durée intensive. Autrement dit 8h de travail aujourd'hui = 12h de travail autrefois. Ce qui suppose une énorme quantité de fatigue résiduelle. A-t-on réellement gagné 4h? Pourquoi les "personnes âgées" ont-elles du mal à se recaser? Les patrons savent bien qu'elles ont accumulé un potentiel de fatigue résiduelle nuisible au rendement! gain peut-être nul pour l'individu mais pour le patron gain appréciable, ça lui permet de faire tourner 3 équipes par 24h dans son usine. Pour le travailleur on a subtilisé le temps de travail (12h autrefois) ce qui l'handicapait pour son émancipation, par un travail intensif de durée moindre de façon à lui donner une fatigue nécessaire en remplacement des heures perdues? Et comme cela n'était pas suffisant on a créé des oeuvres sociales, des associations sportives (grâce aux luttes sociales) de façon à lui faire croire qu'il se rendait utile (ce n'est pas pour rien qu'il y a un déficit à la sécurité sociale, on peut y laisser sa combativité) et à lui inoculer le virus de la compétition, tout ce qu'il y a de plus sain pour la survie du capitalisme (embrigadement par le sport, l'armée, la participation, le dialogue, etc...) tous les moyens sont bons...

Conclusion (hâtive!):

Le bilan est pessimiste. La science est capitaliste. La liberté (qu'est-ce c'est que ça ?) en voie d'extinction par une consommation effrénée. Les syndicats sont par essence réformistes ou intégrés au système et n'osent même plus faire un examen critique. On pourrait continuer...

Ce qui est grave c'est que le capitalisme disposant de tous les moyens d'information, de publicité et de la science a les moyens de prévoir les réactions psychologiques des individus et de canaliser leur pouvoir de réflexion sur des sujets qui peuvent paraître primordiaux (ex: la lutte pour les 30 h par semaine et les études qui se développent sur le travail à temps partiel) mais en réalité secondaires et d'essouffler ainsi la puissance révolutionnaire qui dort en chacun de nous.

Ceci dit je tiens à souligner que je ne suis pas à priori antisindicaliste et que je souhaite le déclin du capitalisme, mais il y a encore beaucoup à dire...

Roger HESSE

Nous comptons publier, sur le congrès de la CFDT des commentaires de 2 camarades; nous ne les avons pas reçus. Nous extrayons quelques passages du texte publié par d'autres camarades en liaison avec des militants CFDT.

LE CONGRÈS DE LA C. F. D. T. : LES IDÉES DE MAI RÉCUPÉRÉES ...

LES THESES EN PRESENCE:

Trois thèses ont été débattues: celle présentée par le Comité Régional CFDT des Pays de Loire, par le SGEN, par l'URP, par l'Union Régionale CFDT de Bretagne, mettant en exergue la planification démocratique; celle présentée par 66 syndicats (habillement, cuirs, textiles, services, PTT, papiers, carton, santé) reprenant à leur compte les idées de mai 68; et celle présentée par Jeanson.

1- La première thèse, présentée au congrès par MONNIER a repris à la lettre le texte qui avait été déposé avant les débats du congrès:

"La planification démocratique reste à la fois la pierre angulaire et l'objectif d'une stratégie techniquement révolutionnaire pour l'instauration d'une société démocratique de caractère socialiste... La fonction d'investissement doit devenir une responsabilité publique, ce qui implique à un premier stade la nationalisation de l'ensemble du système bancaire et de crédit et celle des secteurs décisifs de l'économie nationale.... La CFDT ne fait pas de l'action syndicale un absolu mais elle réaffirme son attachement irréductible à l'autonomie du syndicalisme dans le combat pour le socialisme. Les responsabilités des partis politiques et les syndicats sont de nature différentes, et ne doivent pas être confondues..."

En refusant de *"mettre l'autogestion à toutes les sauces"*, cette thèse est très cohérente. C'est celle qui définit l'étape démocratique, par le changement politique et l'assise de masse nécessaires. Le PCF ne dit rien de plus. Et d'ailleurs, *l'Humanité* ne s'y est pas trompé, puisque cette thèse a eu droit à des commentaires bienveillants. Entre réformistes conséquents, les compliments vont de soi.

2- Freddo Krumnow a présenté la seconde thèse, voici quelques extraits de non intervention:

"...Dans notre organisation que pour son efficacité nous souhaitons la plus cohérente possible, nous ne voulons être à la gauche de personne, ni à l'extrême gauche de personne, nous voulons être tout simplement syndicalistes... L'élément le plus positif que nous puissions dégager, c'est le constat d'un courant révolutionnaire, d'un courant profond de contestation. Qu'est-ce qui nous reste aujourd'hui de Mai ? Mais c'est le mot de contestation lui-même..."

Etre révolutionnaire en France aujourd'hui, c'est s'attaquer au pouvoir patronal, lui opposer un autre pouvoir, s'attaquer à des problèmes concrets... Il s'agit aussi de s'attaquer aux licenciements arbitraires, à la discipline autoritaire, à la division et au morcellement des tâches et du travail, aux cadences et au travail au rendement, aux cloisonnements catégoriels, à la hiérarchie, et, surtout à sa légitimité. Etre révolutionnaire aujourd'hui, c'est s'attaquer aussi à la finalité du travail lui-même... Il ne s'agit pas de problèmes abstraits...

"Priorité à la contestation sur la négociation, engagement offensif et volontaire dans la lutte de classes, priorité à un syndicalisme de masse et de classes, avec une priorité absolue: susciter le maximum de dialogues à la base par quelques moyens que ce soit, légal ou illégal (c'est illégal de réunir les travailleurs dans l'entreprise pour leur demander leur avis)... Le débat sur nos divergences avec la CGT doit s'ouvrir non pas à partir des grandes idées, mais à partir des situations concrètes".

L'ovation d'une partie du congrès qui a marqué la fin de l'intervention de Krumnow a montré nettement que de nombreux militants y ont retrouvé les "idées de mai".

C'est bien l'expression d'un courant révolutionnaire en relation directe avec les préoccupations de la base, en lutte constante contre les prérogatives du patronat, et qui n'a rien d'artificiel dans la mesure même ou il correspond à l'évolution profonde, sans aucune manipulation groupusculaire extérieure.

3- Le congrès a voté pour savoir si ces deux thèses pouvaient être prises considération. La première (Planification démocratique) a recueilli 6.626 mandats contre 13.670. La seconde ("Idées de Mai") a recueilli 5.424 mandats contre 14.512. Ce double refus laissant la voie libre pour le rapport de synthèse présenté par André Jeanson. Nous avons alors assisté à un véritable exercice de style reposant sur la trilogie: la planification démocratique, l'autogestion et la socialisation des moyens de production. *"Ces trois volets sont indissociables, sont également fondamentaux. Nous voulons y travailler dès maintenant. C'est donner un ton nouveau"*.

Mais l'intervention de Krumnow est restée une intervention syndicale. Krumnow lui-même l'a bien précisé: *"Nous voulons simplement être des syndicalistes"*. En effet, à aucun moment, il n'a mentionné les limites de l'action syndicale, ni la nécessité d'entreprendre un travail de liaison militante directement entre ceux qui mènent les luttes, ce qui suppose que l'on ne se cramponne, pas dans les UD et les UL, mais que l'on développe les liaisons horizontales, malgré la présence de l'appareil syndical. Etre révolutionnaire c'est bien sur, privilégier la contestation par rapport à la négociation; mais c'est aussi se donner les moyens d'expression autonomes par rapport à la CFDT afin de tirer publiquement les leçons des grèves, les leçons sur la politique de la Confédération, de présenter quelques perspectives d'action: bref, de développer les regroupement de militants afin d'utiliser les structures syndicales non pas dans l'espoir de gagner la majorité, mais avec le souci constant de développer les actions à la base. Il y a, entre cette position et celle des bureaucrates un conflit latent et permanent et qui devient officiel dans la plus part des cas lorsqu'une lutte vive et directe est engagée. Qu'a dit Krumnow sur ce problème? Rien.

On a retrouvé les mêmes ambiguïtés lors des débats sur le projet de réforme des structures et sur la charte financière de la CFDT. Aucune intervention n'a essayé de dégager la signification profonde des réformes proposées. Or, sous le couvert de la recherche de l'efficacité s'est glissé le renforcement de l'appareil de la CFDT: création d'Unions Régionales chapeautant les UD et les UL, avec une répartition des finances correspondantes, lésant les syndicats de base; création d'un bureau national, le mode d'élection n'étant en fait que la cooptation pure et simple. Ici, la direction a recherché l'appui des voix défendant la thèse des Pays de Loire.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.
